

# Gagnants et perdants de l'après-Koweït

PAR GHASSAN SALAME\*

Libération  
94. Fév. 91

**O**n pensait que ce que l'Irak perdrait en influence régionale, ses rivaux arabes le gagneraient : l'Égypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite. Ceux-là ont fait le bon choix. Ce sont les harkis de Bush. Ils auront les mains pleines.

Ce calcul ignore la gravité de ce qui est en cours. Que l'Irak perde, et tous les Arabes perdront avec lui, quel que soit leur alignement d'aujourd'hui ; qu'ils soient les complices de l'Irakien ou les pivots de Washington. A travers l'Irak, on détruit la tentative la plus avancée d'établir un pouvoir arabe rationnellement (quoique dictatoriallement) organisé, politique, autonome et technologiquement évolué. Le monde arabe, toutes sensibilités confondues, sortira défait de cette bataille. Dans les sérails des dirigeants aussi bien que dans les ruelles des casbahs, on le ressent, on le craint, on l'attend. Les politesses de Bush aux émirs n'y feront rien. Si l'armée irakienne est détruite, tout Arabe, même l'Égyptien ou le Saoudien, se sentira un peu plus nu.

L'après-guerre sera plus dur encore. Les Arabes ne seront guère aimés, à supposer qu'ils l'aient jamais été. Ils ne s'aimeront guère eux-mêmes, qui pour avoir admiré Saddam, qui pour avoir comploté contre lui. Déjà, l'amertume se lit sur les visages, celui du roi Hussein de Jordanie, autant que sur celui des adolescents de Tunis. Il sera lourd de porter son arabité à travers un monde hostile, victorieux, vindicatif. L'arabité sera enfouie. On exhibera d'autres accoutrements identitaires moins marqués par la blessure. On rangera (provisoirement) l'habit idéologique porté le jour de la tragédie. Pour les autres, on sera arabe *in petto* : on le restera pour soi-même, intensément.

Les pays non-arabes de la région, eux, se frottent déjà les mains. Au-delà des missiles Patriot, du flot de visiteurs apitoyés et des milliards promis, Israël espère bien sortir de la crise, renforcé dans son projet de conserver les territoires occupés en 1967 et d'y installer des millions de nouveaux immigrants venus d'URSS, et peut-être même d'Occident. Il faudra beaucoup trop de courage à Bush pour oser rappeler à Israël qu'il est lui aussi un occupant, et que les Palestiniens ne méritent pas moins le droit à l'autodétermination que les Koweïtiens. A un an et demi de sa réélection, il lui sera bien difficile d'être juste. Sauf accident, on cherchera donc à oublier les Palestiniens. Une excuse est déjà prête : c'est la faute à Arafat ; il a été saddamien, il le paiera. Personne ne fera l'effort de se demander si les Palestiniens avaient pu obtenir quoi que ce soit des Etats-Unis avant le Koweït, avant Saddam, avant Arafat.

Israël ne sera pas seul à pavoiser. Plus à l'est, Téhéran accuse déjà la Turquie de chercher à démembrer l'Irak et de vouloir mettre la main sur son pétrole. Une intense rivalité turco-iranienne, sur fond de mésentente sunno-chiite, agit en sourdine depuis le début de la crise. Ankara voudrait au moins être sûr que l'Irak défait ne sera pas désarticulé, ouvrant la voie à l'émergence d'un Etat kurde dans le Nord irakien. Plus grave, Turgut Ozal ne semble pas hostile à l'idée d'utiliser une telle menace en prétexte pour « corriger » les frontières méridionales de la Turquie, en vue d'y intégrer Mossoul et Kirkouk. A une délégation de parlementaires jordaniens, il disait récemment : « La carte de la région sera redessinée ; je préfère faire partie des invités à la table des négociations, non du menu offert. » A un tel prix, ma foi, le fameux « second front » contre l'Irak pourrait bien être un jour ouvert.

Téhéran a un jeu subtil, plus politique que territorial. L'Iran semble penser que la chute du régime ba'athiste lèvera enfin un obstacle à l'affirmation politique de la majorité chiite d'Irak. Le mélange de patriotisme obtus et de nationalisme arabe don-quistottesque que les Irakiens ont jusqu'ici pratiqué laisserait la place à un jeu complexe, pluraliste. L'influence iranienne sur de larges secteurs de la population irakienne pourrait enfin être exercée, sans avoir à être publiquement assumée. L'Irak n'étant plus un acteur, mais un objet aux convoitises de ses voisins. L'Iran aurait une place de choix au festin des interférences régionales dans les affaires du futur homme malade de

l'Asie occidentale. Si l'Iran réussit à établir un régime satellite à Bagdad, le rêve de l'ayatollah Khomeiny aurait été exaucé *post mortem*. A tout le moins, Téhéran disposera d'une faction favorable substantielle en Irak et d'une influence pesante sur les frères pétromonarchies.

Autre scénario : il se pourrait que ces Moyen-Orientaux fiévreux et volubiles n'aient en fait que les miettes du festin. A Washington, à Londres, à Rome et ailleurs, certains se demandent en effet si l'Occident ne devrait pas se permettre des ambitions plus grandes, des ambitions dignes de sa victoire historique sur le communisme et du succès fulgurant de sa technologie à Koweït. Si le tiers monde avait pu s'émanciper de la domination occidentale au cours du demi-siècle passé via ce raisonnement, ce n'est guère parcequ'il en avait les moyens, mais bien à cause du soutien qu'il avait su trouver à l'Est. On aurait simplement accordé l'indépendance formelle aux pays d'Afrique et d'Asie pour ne pas les voir tomber dans les mains de Moscou.

Mais aujourd'hui que le monde n'est plus guère bipolaire, l'Occident pourrait établir de nouvelles formes d'influence impériale. Non une lourde présence coloniale, ni d'énormes bases aériennes contre lesquelles les oppositions locales s'agglutinaient nécessairement : mais un prépositionnement d'armes utilisables sur demande par des troupes transportées en urgence. Non un financement coûteux, difficile à faire adopter par des Parlements réticents, mais des opérations payées par leurs bénéficiaires locaux. Non un colonialisme missionnaire, vaguement civilisateur et résolument universaliste, mais un interventionnisme réfléchi, réservé aux régions utiles, pour leurs matières premières, leur pétrole, leurs marchés.

Un interventionnisme ouvertement sélectif, parfaitement mobile et vaguement mercenaire est en train de s'affirmer, incarné dans l'Amérique de Bush, celle du Panama, du Koweït et bientôt d'ailleurs. L'Amérique déficitaire à son budget et à son commerce extérieur, retrouverait par les armes la place que son industrie moins compétitive, son dollar rachitique, ses finances délabrées ne peuvent plus lui assurer dans le monde. Les *losers* de Koweït, selon ce scénario, seraient bien plus nombreux qu'on le pensait. A côté des super-perdants arabes, on retrouverait tous les pôles régionaux soucieux d'autonomie d'action, qu'ils soient arabes, iraniens, turcs ou israéliens. Le Moyen-Orient serait une zone trop vulnérable pour être confiée à ses seuls habitants, trop riche pour être laissée au seul jeu des forces régionales. Moscou ne pouvant plus jouer le rôle

**L'ours irakien  
n'est pas encore  
mort; mais on  
s'arrache déjà sa  
peau.**

**Dans un jeu  
à somme nulle, un  
peu simpliste  
mais très à la  
mode par ces  
temps d'alliances  
bizarres.**



eux, protégés des intempéries politiques par le parapluie américain. Mais tous les autres, ceux d'Irak ou de Syrie, d'Égypte ou d'Algérie, devront se débrouiller. Leur place réduite en temps de paix leur sera plus insupportable que leurs craintes d'aujourd'hui. C'est alors que les Arabes essaieront de faire payer à ceux qu'ils prendront, à tort ou à raison, pour leurs ennemis, le prix de leur défaite. Ils auront pris conscience de la lourdeur de leurs pertes. Alors, et seulement alors, on sentira vraiment, et sans doute dans la violence, le contrecoup du Koweït.

de balancier l'Occident y ferait sa loi. Il l'appellera droit international et l'habillera élégamment de quelques résolutions en Conseil de sécurité. Les pays arabes, sortis éberlués de l'affaire du Koweït, feront face à deux scénarios également peu attrayants: une hégémonie occidentale plus lourde ou une place amoindrie face à leurs voisins israéliens, iraniens et turcs. Ou, pire encore, les deux scénarios à la fois. Tous les Arabes ne seront certes pas logés à la même enseigne: les pays du Golfe seront,

**\* Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP.**